

142e Année — N° 14 N.S.

22 Décembre 1993

ISSN 1141 - 4774

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Matahiti 142
N° 14 N.H.

TE VE'A A TE 'AU NO POYNESIA FARANI

Mahana 22
no Titema 1993

NUMERO SPECIAL

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

Pages

Délibération n° 93-152 AT du 3 décembre 1993 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1994.

130

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

DELIBERATION n° 93-152 AT du 3 décembre 1993 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1994.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 91-35 AT du 29 janvier 1991 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu le code des contributions directes ;

Vu l'arrêté modifié du 15 novembre 1973 relatif à la formalité de l'enregistrement dans le territoire ;

Vu le code des douanes ;

Vu la délibération n° 79-26 du 27 février 1979 portant harmonisation du tarif des douanes, modifiée ;

Vu la délibération n° 83-27 du 17 février 1983 instituant une contribution exceptionnelle au profit de l'agence territoriale de la reconstruction ;

Vu la délibération n° 83-129 du 26 août 1983 portant réglementation applicable aux dépenses en capital, modifiée par la délibération n° 84-84 du 26 avril 1984 ;

Vu la délibération n° 84-45 du 26 avril 1984 portant adoption du nouveau cadre comptable du territoire de la Polynésie française et les actes modificatifs ;

Vu la délibération n° 84-1035 AT du 6 décembre 1984 portant approbation de mesures fiscales nouvelles applicables à l'importation ;

Vu les délibérations n° 87-93 AT et n° 87-94 AT du 6 août 1987 fixant le régime douanier de certaines boissons alcoolisées consommées dans les hôtels et les établissements agréés de restauration ;

Vu la délibération n° 88-157 AT du 22 novembre 1988 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1989 ;

Vu la délibération n° 89-145 AT du 21 décembre 1989 instituant un régime fiscal temporaire d'exonération de droits et taxes à l'importation applicables aux établissements hôteliers classés ;

Vu la délibération n° 90-88 AT du 30 août 1990 portant aménagement du F.P.P.H. ;

Vu la délibération n° 90-89 AT du 30 août 1990 modifiant la délibération n° 90-46 AT du 10 avril 1990 portant aménagement du tarif des douanes applicable à certains produits pétroliers ;

Vu la délibération n° 90-113 AT du 4 décembre 1990 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1991 ;

Vu la délibération n° 91-72 AT du 15 juin 1991 portant modification du budget du territoire pour l'exercice 1991 ;

Vu la délibération n° 92-6 AT du 24 janvier 1992 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1992 ;

Vu la délibération n° 93-23 AT du 29 mars 1993 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1993 ;

Vu les délibérations n° 93-25 AT du 8 avril 1993, n° 93-48 AT et n° 93-49 AT du 10 juin 1993, n° 93-62 AT du 11 juin 1993, n° 93-65 AT du 22 juin 1993, n° 93-106 AT du 23 septembre 1993 et n° 93-119 AT du 4 novembre 1993 portant modifications n° 1 à n° 7 du budget du territoire pour l'exercice 1993 ;

Vu la délibération n° 92-211 AT du 22 décembre 1992 portant modification des dispositions du code des contributions directes ;

Vu la délibération n° 93-51 AT du 10 juin 1993 portant reconduction du régime fiscal temporaire des établissements hôteliers classés ;

Vu la délibération n° 93-113 AT du 5 octobre 1993 fixant la date d'ouverture de la session ordinaire, dite budgétaire, de l'année 1993 ;

Vu la délibération n° 93-114 AT du 8 octobre 1993 fixant la durée de la session ordinaire, dite budgétaire, de l'année 1993 ;

Vu l'arrêté n° 1006 CM du 19 novembre 1993 soumettant un projet de délibération approuvant le budget pour l'exercice 1994 ;

Vu la lettre de convocation n° 596 AT du 29 novembre 1993 de M. le président de l'assemblée territoriale ;

Vu le rapport n° 156-93 en date du 30 novembre 1993 de la commission des finances ;

Dans sa séance du 3 décembre 1993,

Adopte :

PREMIERE PARTIE

Conditions générales de l'équilibre financier

TITRE Ier

Dispositions relatives aux recettes

A - Dispositions antérieures

Article 1er.— La perception des impôts, produits et revenus affectés au territoire, aux collectivités, aux établissements publics et organismes divers habilités à les percevoir, continue d'être effectuée pendant l'année 1994, conformément aux délibérations et arrêtés en vigueur et aux dispositions de la présente délibération budgétaire.

Art. 2.— Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles qui sont autorisées par les règlements en vigueur, à quelque titre que ce soit et sous quelque dénomination qu'elles reçoivent, sont formellement interdites, à peine contre les employés qui confectionnent les rôles et tarifs, et ceux qui en poursuivraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

Art. 3.— Seront également poursuivis comme concussionnaires, tous détenteurs de l'autorité publique qui, sous une forme quelconque, et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation réglementaire, accordé toute exonération ou franchise de droit, impôt ou taxe publique, ou auront effectué gratuitement la délivrance des produits des établissements et services territoriaux.

B - Mesures fiscales

a) Droits et taxes à l'importation

Art. 4.— Le régime d'exonération institué par la délibération n° 92-6 AT du 24 janvier 1992 modifiée est prorogé jusqu'au 31 décembre 1994, avec les modifications suivantes :

- l'article 11 de la délibération susvisée est modifié comme suit :

"Art. 11 (nouveau).— L'exonération est plafonnée pour une année civile donnée à un multiple du nombre de chambres fixé à soixante mille francs CFP (60.000 F CFP) par chambre."

- l'article 18 de la même délibération est complété comme suit :

"(nouvel alinéa) : - Toutefois, en cas d'infraction, des mesures immédiates de suspension temporaire du régime pour les établissements hôteliers, peuvent être prises sur décision du Président du gouvernement."

b) Impôts directs

Art. 5.— La section IV des impôts directs est complétée par une division IV intitulée "taxe forfaitaire sur les cercles de jeux de hasard" réglementée par les dispositions ci-après :

"Article 1er.— Les associations qui, quel que soit leur objet social, accueillent, organisent ou exploitent des jeux de hasard sont assujetties à une taxe forfaitaire mensuelle d'un montant d'un million de francs CFP (1.000.000 F CFP).

Art. 2.— Les redevables sont tenus de déposer auprès du service des contributions directes, dans les 48 heures de l'ouverture du cercle de jeux, une déclaration indiquant :

- la date de cette ouverture ;
- la désignation et le siège de l'association ;
- le lieu de réunion du cercle de jeux ;
- les noms, qualités et domiciles des membres du conseil d'administration.

Cette déclaration sur papier libre doit être accompagnée d'un exemplaire des statuts de l'association.

Art. 3.— Toute modification des statuts, tout changement des membres du conseil d'administration ou du lieu d'exercice des activités ludiques doivent être signalés au service des contributions directes dans un délai de 8 jours de leur réalisation.

Il en est de même en cas de cessation des activités de cercles de jeux ou de dissolution de l'association ; étant précisé qu'au regard de la taxe celle-ci est due dans son intégralité quel que soit le jour de la fin d'activité.

Art. 4.— Le contrôle de la taxe est assuré par les agents chargés des contributions directes.

Art. 5.— La taxe est perçue selon les règles, conditions, garanties et sanctions prévues en matière de contributions directes.

Les droits dus font l'objet de rôles mis en recouvrement le 15 de chaque mois et sont exigibles immédiatement, la majoration de 10 % pour paiement tardif étant appliquée le 1er du mois suivant la date de mise en recouvrement.

Art. 6.— Les associations en activité à la date de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française de la présente délibération sont tenues dans les 8 jours de ladite publication de déposer les déclaration et pièce stipulées à l'article 2 ci-dessus.

Art. 7.— Toute inobservation aux prescriptions édictées par l'article 3 de la présente division est sanctionnée par une amende de cent mille francs CFP (100.000 F CFP).

Art. 8.— Le défaut de dépôt, dans les délais, de la déclaration prévue aux articles 2 et 6 ci-dessus est sanctionné par une amende de un million de francs CFP (1.000.000 F CFP).

En outre, la taxe est majorée d'autant de fois qu'il s'est écoulé de mois depuis celui où les activités de jeux de hasard ont débuté jusqu'à celui où soit la déclaration a été faite, soit l'infraction a été constatée.

Toutefois, pour les associations visées à l'article 6, la date de départ stipulée à l'alinéa précédent pour le décompte des reprises est celle de la publication au *Journal officiel* de la présente délibération."

Art. 6.— Le paragraphe 5 de l'article 7, section I du code des impôts directs est complété par les dispositions suivantes :

"Sont également déductibles dans la limite de 3 pour 1.000 du chiffre d'affaires, les dons prévus à l'article L 52-8 du code électoral, versés à une association de financement électoral ou à un mandataire financier prévu à l'article L 52-4 du même code qui sont consentis par chèque, à titre définitif et sans contrepartie, et dont il est justifié à l'appui du compte de campagne présenté par un candidat ou une liste. Il en est de même des dons mentionnés à l'article 11-4 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988, relative à la transparence financière de la vie politique."

Art. 7.— La contribution exceptionnelle instituée par la délibération n° 83-27 du 17 février 1983 modifiée est reconduite pour l'exercice 1994.

Y sont soumises les sociétés dont le bénéfice imposable au titre de 1994 est au moins égal à 50 millions de francs CFP.

Les dispositions de la délibération visée au paragraphe 1er ci-dessus s'appliquent *mutatis mutandis* :

- à l'exercice 1994 en ce qui concerne l'assiette de la contribution exceptionnelle ;
- à l'exercice 1993 en ce qui concerne les modalités de calcul provisoire de son montant.

TITRE II

Dispositions relatives aux charges

Art. 8.— Sous réserve des dispositions de la présente délibération budgétaire, sont confirmées, pour l'année 1994, les dispositions réglementaires qui déterminent l'ensemble des charges publiques incombant au budget du territoire.

DEUXIEME PARTIE

Moyens des services et dispositions spéciales

TITRE Ier

Dispositions applicables à l'année 1994

Art. 9.— Pour l'année 1994, les ressources du budget de fonctionnement sont évaluées, conformément aux tableaux annexés (1) à la présente délibération, à la somme de *soixante-deux milliards neuf cent vingt-trois millions six cent trente mille francs CFP* (62.923.630.000 F CFP).

Chap.	Intitulé	Montant
930	Service financier	219.000.000
931	Personnel permanent	48.300.000
937	Réseaux territoriaux	5.000.000
940	Secteur finances	116.000.000
941	Secteur intérieur	180.400.000
943	Secteur éducation	1.016.250.000
950	Secteur santé	903.218.000
951	Secteur jeunesse et sports	7.270.000
952	Secteur social	917.372.000
953	Secteur travail	2.000.000

960	Secteur économie	50.000.000
961	Secteur agriculture	90.900.000
962	Secteur équipement	1.216.420.000
963	Secteur aménagement	14.000.000
965	Secteur transports	2.500.000
969	Domaine (productif de revenus)	276.000.000
970	Charges et produits non affectés	1.564.000.000
971	Service fiscal direct	13.185.000.000
972	Service fiscal indirect	43.112.000.000

Total 62.923.630.000

Les recettes d'investissement sont arrêtées à la somme de *quinze milliards trois cent vingt-six millions de francs CFP* (15.326.000.000 F CFP).

Chap.	Intitulé	Montant
901	Voirie territoriale	131.000.000
902	Réseaux territoriaux	70.000.000
905	Transports et communications	250.000.000
922	Opérations immobilières et mobilières hors programme	1.000.000.000
925	Mouvements financiers	724.000.000
927	Financement complémentaire	13.151.000.000

Total 15.326.000.000

Total général des ressources 78.249.630.000

Art. 10.— Sont supprimés, transformés ou ouverts pour l'exercice 1994 les postes budgétaires décrits à l'annexe I à la présente délibération.

Art. 11.— Le montant des crédits ouverts pour l'année 1994 est fixé, conformément aux tableaux annexés (1) à la présente délibération, en dépenses directes de fonctionnement, à *soixante-deux milliards neuf cent vingt-trois millions six cent trente mille francs CFP* (62.923.630.000 F CFP).

Chap.	Intitulé	Montant
930	Service financier	7.857.000.000
931	Personnel permanent	18.604.000.000
932	Ensembles mobiliers et immobiliers	98.180.000
933	Pouvoirs publics	1.535.273.000
934	Gouvernement	33.980.000
935	Administration générale	39.757.000
936	Voirie territoriale	106.603.000
937	Réseaux territoriaux	50.164.000
940	Secteur finances	130.264.000
941	Secteur intérieur	142.217.000
943	Secteur éducation	2.252.846.000
944	Secteur culture	526.801.000
950	Secteur santé	2.654.218.000
951	Secteur jeunesse et sports	186.889.000
952	Secteur social	10.014.659.000
953	Secteur travail	817.452.000
960	Secteur économie	1.524.918.000
961	Secteur agriculture	476.898.000
962	Secteur équipement	1.341.171.000
963	Secteur aménagement	39.638.000
964	Secteur recherche et environnement	35.197.000
965	Secteur transports	113.116.000
966	Secteur communications	254.100.000
969	Domaine (productif de revenus)	150.000.000
970	Charges et produits non affectés	10.288.289.000
971	Service fiscal direct	680.000.000
972	Service fiscal indirect	2.970.000.000

Total 62.923.630.000

Art. 12.— Il est ouvert ou annulé au gouvernement du territoire, pour l'année 1994, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital des autorisations de programme ainsi réparties :

(1) Qui seront publiés ultérieurement.

(1) Qui seront publiés ultérieurement.

Chap.	Intitulé	Montant
900	Bâtiments administratifs	1.844.765.000
901	Voirie territoriale	1.411.500.000
902	Réseaux territoriaux	686.500.000
903	Equipements scolaire et culturel	4.039.800.000
904	Equipements sanitaire et social	22.400.000
905	Transports et communications	4.236.200.000
906	Services économiques autres que transports	55.000.000
907	Equipement rural	144.000.000
908	Urbanisme et habitations	7.000.000
909	Autres équipements	640.000.000
911	Programmes pour les établissements territoriaux	1.167.682.000
912	Programmes pour les syndicats de communes et établissements publics communaux	310.000.000
914	Programmes pour autres tiers	655.000.000
925	Mouvements financiers	4.335.000.000
Total		19.554.847.000

Ces autorisations de programme sont sous-réparties par ministère, conformément aux tableaux annexés (1) à la présente délibération.

Art. 13.— Il est opéré au gouvernement du territoire, pour l'année 1994, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital, des ajustements négatifs sur les autorisations de programme énumérées à l'annexe II à la présente délibération.

Art. 14.— Il est ouvert au gouvernement du territoire, pour l'année 1994, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital, des crédits de paiement ainsi répartis :

Chap.	Intitulé	Montant
900	Bâtiments administratifs	1.100.000.000
901	Voirie territoriale	2.300.000.000
902	Réseaux territoriaux	300.000.000
903	Equipements scolaire et culturel	900.000.000
904	Equipements sanitaire et social	450.000.000
905	Transports et communications	2.151.000.000
906	Services économiques autres que transports	200.000.000
907	Equipement rural	220.000.000
908	Urbanisme et habitations	20.000.000
909	Autres équipements	40.000.000
911	Programmes pour les établissements territoriaux	1.920.000.000
914	Programmes pour autres tiers	1.000.000.000
925	Mouvements financiers	4.725.000.000
Total		15.328.000.000

(1) Qui seront publiés ultérieurement.

Ces crédits de paiement sont sous-répartis par ministère, par arrêté du conseil des ministres.

Total général des dépenses 78.249.630.000

TITRE II

Dispositions permanentes

Art. 15.— Continuera d'être opérée, pendant l'année 1994, la perception des taxes parafiscales dont la liste figure en annexe III à la présente délibération.

Art. 16.— En tant que de besoin, les crédits ouverts par la présente délibération peuvent faire l'objet de transferts ou virements de crédits, dans la double limite de la réglementation budgétaire et financière applicable en la matière et de la nomenclature comptable en vigueur dans le territoire.

Art. 17.— Le Président du gouvernement est habilité à négocier les emprunts inscrits au budget et à signer les conventions correspondantes.

Art. 18.— Dans la limite de cent quarante millions de francs CFP (140.000.000 F CFP), le territoire est autorisé à accorder sa garantie de bonne fin pour les prêts d'études bonifiés consentis par la banque Socrédo pendant l'exercice budgétaire 1994 en application de la convention n° 91-970 AT du 16 octobre 1991.

Art. 19.— Le droit de communication, prévu aux articles 9 à 13 de la section V, division III du code des impôts directs, est étendu au profit des comptables publics chargés du recouvrement des impôts, droits et taxes perçus au profit du budget des collectivités du territoire et de leurs établissements publics ou du produit des amendes et condamnations pécuniaires prononcées au bénéfice de ces personnes morales.

Art. 20.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Le président,
Jean JUVENTIN.

ANNEXE I
LISTE DES TRANSFERTS ET TRANSFORMATIONS DE POSTES
AU PROJET DE BUDGET TERRITORIAL 1994

Imputation	Service	Nbre	Cat	Intitule du poste
------------	---------	------	-----	-------------------

PRESIDENCE

93501	Secrétariat Général du Gouvernement	-1	CT(B)	Instituteur (5050)
		1	CC2	Secrétaire d'administration
		-1	CT(C)	Commis (37)
		1	CC3	Adjoint administratif
		-1	CC5	Femme de ménage (30)
		1	CC5	Employé de bureau
94104	Délégation de la Polynésie Française	-1	D2	Adjoint
		1	D2	Chef de département
		-1	D2	Adjoint
		1	D2	Assistant de département
		-1	CC2	Agent de service
		1	D4	Agent d'administration
		-1	D9	Agent de service
		1	D4	Technicien d'entretien
		-1	D7	Visiteuse d'hôpital
		1	D9	Visiteuse d'hôpital
		-2	CC2	Visiteuse d'hôpital
		2	D9	Visiteuse d'hôpital
		-1	D4	Agent d'administration
		2	D2	Chef de département *
96004	Service Territorial du Tourisme	1	D5	Dactylographe *
		1	D8	Chauffeur *
		1	D9	Majordome *
		-1	CC5	Gardien (701)
		1	CC5	Opératrice de saisie

VP

95001	Services centraux de la santé	-1	CC3	Adjoint administratif (2379)
		1	CC2	Infirmier
		1	CC5	Agent de service
		-1	CC4	Aide soignant (2336)
		1	CC4	Employé d'administration
		-1	CC4	Employé d'administration (2341)
		1	CC4	Aide préparateur en pharmacie
		-1	CC4	Aide soignant (2332)
		1	CC4	Aide préparateur en pharmacie
		-1	CC2	Infirmier (2258)
		1	CC2	Laborantin
		-1	CC2	Laborantin (2266)
		1	CC1	Technicien de labo spécialisé

95002	Médecine préventive	1	CC3	Adjoint administratif
		-2	CC2	Travailleur social (2472-2473)
		-1	CC3	Adjoint de soins (2493)
		1	CC3	Inspecteur adjoint d'hygiène
		-1	CC2	Infirmier (2453)
		1	CC2	Sage femme
		-1	CC3	Adjoint de soins (2488)
		1	CC3	Hygiéniste dentaire
		-1	CM	Médecin (2612)
		1	CC1	Médecin
		-1	CC3	Hygiéniste dentaire (2504)
		1	CC2	Statisticien
95003	Etablissements de soins	-1	CC5	Agent de service (2724)
95004	Centre médical de Tahiti	1	CC2	Infirmier
		1	CC3	Electromécanicien
		-1	CC3	Adjoint de soins (2799)
		1	CC3	Hygiéniste dentaire
		-1	CC1	Médecin-chef
		1	CC1	Médecin
		-1	CC2	Ergothérapeute (2767)
95005	Centre médical de Moorea	1	CC2	Sage femme
95006	Centre médical des Iles sous le vent	1	CC1	Médecin
		-1	CC1	Médecin (2976)
95007	Centre médical des Iles Marquises	1	CC1	Médecin-chef
		-1	CC3	Adjoint administratif (3193)
		1	CC3	Adjoint de soins
		-1	CC3	Adjoint de soins (3198)
		1	CC3	Technicien en maintenance
		-1	CC2	Manipulateur d'électroradiol. (3190)
		1	CC2	Infirmier
		-1	CM	Chirurgien (2383)
		1	CC1	Chirurgien
95008	Centre médical des Iles Australes	-1	CC1	Médecin (2234)
		-1	CC3	Adjoint de soins (3269)

MFR

93201	Ensemble Mobiliers et Immobiliers	-1	CC5	Femme de ménage (6485) (transféré au 94101)
94001	Finances et comptabilité	-1	CCE1	Chef de service (447)
		1	CC1	Chef de service
94002	Contributions directes	-1	CM	Adjoint au chef de service (484)
		1	CC1	Juriste
		-1	CM	Inspecteur des impôts (483)
		1	CC1	Inspecteur des impôts

94004	Contrôle des dépenses engagées	1	CC3	Adjoint administratif (transféré du 96007)
		1	CC3	Adjoint administratif (transféré du 94101)
		-1	VAT	Contrôleur (464)
		1	CC5	Agent de bureau
		-1	VAT	Attaché d'administration (456) 9 mois
		1	CC4	Secrétaire (9 mois)
		-1	CC2	Contrôleur (463)
		1	CC3	Adjoint administratif
94101	Personnel et fonction publique	-1	CC3	Adjoint administratif (148) (transféré au 94004)
		1	CC3	Adjoint administratif (transféré du 96301)
		1	CC4	Employé d'administration (transféré du 94106)
		1	CC4	Employé d'administration (transféré du 94107)
		1	CC5	Agent de service (transféré du 96102)
		1	CC5	Femme de ménage (transféré du 93201)
94105	Traduction et interprétariat	-3	CC2	Traducteur (331-332-333)
		2	CC1	Traducteur
94106	Imprimerie officielle	-1	CC4	Façonneur (2173) (transféré au 94101)
94107	Informatique du Territoire	-1	CC4	Employé d'administration (2225) (transféré au 94101)
		-1	CCE1	Chef de service (2230)
		1	CC1	Chef de service
96301	Plan et prévision économique	-1	CC3	Adjoint administratif (2039) (transféré au 94101)

MMA

96302	Cadastre	-1	CT(B)	Géomètre (2077)
		1	CC2	Adjoint au chef de service
		-1	CM	Adjoint au chef de service (2075)
		1	CC1	Adjoint au chef de service
		-1	CC3	Adjoint administratif (366)
		1	CC3	Géomètre adjoint
		-1	CC3	Géomètre (362)
		1	CC3	Géomètre adjoint
		-1	CC3	Dessinateur (2051)
		1	CC3	Adjoint administratif
		-1	CC5	Porte mire (2065)
		1	CC5	Agent de service

MSE

95201	Affaires sociales	-1	CT(C)	Auxiliaire sociale (6099)
		1	CC4	Employé d'administration
		-1	CC1	Conseiller technique (5994)
		1	CC1	Psychologue
		-1	CC1	Conseiller technique (5995)
		1	CC1	Chef de service
		-1	CC2	Animateur socio-éducatif (6011)
		1	CC2	Assistante sociale
		-1	CC2	Assistante sociale (6033)
		1	CC2	Educateur spécialisé
		-1	CC2	Conseiller technique (6034)
		1	CC2	Assistante sociale
		-1	CC2	Conseiller technique (6035)
		1	CC2	Assistante sociale
		-1	CC2	Secrétaire d'administration (6050)
		1	CC2	Assistante sociale
		-1	CC2	Secrétaire d'administration (6051)
		1	CC2	Assistante sociale
		-1	CC2	Assistante sociale (6540)
		1	CC2	Secrétaire d'administration
		-1	CC2	Auxiliaire sociale (6052)
		1	CC2	Assistante sociale
		-1	CC3	Adjoint administratif (6056)
		1	CC3	Animateur socio-éducatif
		-1	CC3	Animateur socio-éducatif (6062)
		1	CC3	Adjoint administratif
		-1	CC3	Auxiliaire sociale (6079)
		1	CC3	Animateur socio-éducatif
		-1	CC3	Auxiliaire sociale (6078)
		1	CC3	Adjoint administratif
		-1	CC3	Auxiliaire sociale (6077)
		1	CC3	Travailleur communautaire
		-1	CC3	Moniteur éducateur (6080)
		1	CC3	Animateur socio-éducatif
		-1	CC3	Travailleur communautaire (6085)
		1	CC3	Adjoint administratif
		-1	CC3	Travailleur communautaire (6086)
		1	CC3	Auxiliaire sociale
		-1	CC4	Employé d'administration (6090)
		1	CC4	Travailleuse familiale
		-1	CC5	Agent de service (6095)
		1	CC5	Employé administratif
		-1	CT(B)	Auxiliaire sociale (6098)
		1	CT(B)	Animateur socio-éducatif

MAE

96201	Service ordinaire de l'équipement	-1	CC5	Agent entretien port (1600)
		-1	CC5	Ouvrier (6462)
		1	VAT	Ingénieur (9 mois)
		-8	CC5	Ouvrier *
96203	Parc à matériel	-1	CCE1	Ingénieur TP (2022)
		1	CC1	Ingénieur TP
		-3	CC5	Conducteur d'engins *

96303	Urbanisme	-1 1	CC5 CC5	Ouvrier Employé de bureau
-------	-----------	---------	------------	------------------------------

MEE

94301	Services centraux de l'éducation	-1	CC3	Adjoint administratif (3398) (transféré au 94302)
		-1	CC5	Femme de service (3459) (transféré au 94302)
		-1	CC3	Moniteur-éducateur (3426) (transféré au 94302)
		-1	CC3	Moniteur-éducateur (3422)
		1	CC3	Offsettiste
		1	CM	Directeur de l'Ecole Normale (transféré du 94302)
		2	CC3	Adjoint administratif (transféré du 94302)
		-1	CC1	Attaché d'administration (3384) (transféré au 94303 puis transformé)
94302	Enseignement primaire	-13	CC2	Instituteur
		13	SUPP	Instituteur
		-1	CT	Instituteur (5051) (suppression de poste)
		1	CC3	Adjoint administratif (transféré du 94301)
		1	CC5	Femme de service (transféré du 94301)
		1	CC3	Adjoint administratif (transféré du 94301)
		-1	CM	Inspecteur (4938)
		-2	CC3	Adjoint administratif (3558-3560) (transféré au 94301)
		-1	CC1	Analyste programmeur (3537) (transféré au 94303 puis transformé)
		1	CC3	Adjoint administratif (transféré du 94306 puis transformé)
94303	Direction des enseignements secondaires	1	CC1	Conseiller d'orientation (transféré du 94302 puis transformé)
		1	CC1	Conseiller d'orientation (transféré du 94301 puis transformé)
94306	Enseignement technique	-1	CC3	Surveillant d'internat (5755) (transféré au 94302 puis transformé)

MEC

96001	Affaires économiques	-1	CC1	Chef de bureau (526)
		1	CC1	Chargé d'étude
		-1	CM	Commissaire aux prix (551)
		1	CM	Chef de bureau

96001	Affaires économiques (suite)	-1	CC1	Chef de bureau (527)
		1	CC1	Chargé d'étude
		-1	CC1	Chargé d'étude (533)
		1	CC1	Chef de bureau
		-1	CM	Commissaire aux prix (552)
		1	CM	Chargé d'étude
		-1	CC3	Standardiste (541)
		1	CC3	Adjoint administratif
		-1	CC3	Secrétaire (539)
		1	CC3	Adjoint administratif
		-1	CC5	Femme de ménage (546)
		1	CC5	Standardiste
		-1	CM	Chargé d'étude (525).
96007	SDIM	1	CC1	Chargé d'étude
		-1	CC3	Secrétaire administrative (567) (transféré au 94004)

MAG

96101	Services centraux de l'économie rurale	-1	CC1	Statisticien (1004) (transféré au 96106)
		-1	CC1	Ingénieur brasseur (1002) (transféré au 96107)
		-5	CC5	Agent de service *
96102	Développement de l'agriculture	-1	CC1	Vétérinaire (6561) (transféré au 96103)
		-1	CC3	Agent d'agriculture (1100) (transféré au 96103)
		-7	CC3	Agent technique CIRAD (1103-1104- 1107-1108-1109-1110-1119) (transféré au 96106)
		-1	CC4	Agent technique CIRAD (1126) (transféré au 96106)
		1	CC3	Moniteur (transféré du 96106)
		1	CC3	Agent d'agriculture (transféré du 96106)
		-1	CC5	Agent de service (1172) (transféré au 94101)
96103	Développement de l'élevage	1	CC1	Vétérinaire (transféré du 96102)
		1	CC3	Préposé inspection sanitaire (transféré du 96102)
96106	Conditionnement police phytosanitaire	1	CC1	Docteur en agro. et pédologie tropic. (transféré du 96101)
		7	CC3	Agent technique recherche agronom. (transféré du 96102)
		1	CC4	Employé d'administration (transféré du 96102)

96106	Conditionnement police phytosanitaire (suite)	-1	CC3	Moniteur (1039) (transféré au 96102)
		-1	CC3	Agent d'agriculture (1037) (transféré au 96102)
96107	Agro-alimentaire	1	CC1	Ingénieur brasseur (transféré du 96101)

MJS

95101	Jeunesse et éducation populaire	-1	CC2	Secrétaire d'administration (6136)
		-1	CC5	Aide manipulateur (6161) (transférés au 95102 puis transformé en conseiller sportif)
95102	Service territorial des sports	1	CC1	Conseiller sportif territorial (transféré du 95101)
		-1	CC3	Animateur sportif territorial (5896)
		-1	CC4	Aide animateur sportif territ. (5900)
		1	CC2	Conseiller technique territorial
		1	CC5	Animateur sportif territorial

**SITUATION DES TRANSFERTS ET TRANSFORMATIONS DE POSTES
AU PROJET DE BUDGET TERRITORIAL 1994
(RECAPITULATION PAR CATEGORIE)**

CATEGORIE	OCE1	CC1	OCE2	CC2	CC3	CC4	CC5	CM	CT	CCM	SUPP	VAT	DPF	TOTAL
SUPPRESSION	-3	-13	0	-36	-41	-8	-29	-9	-6	0	0	-2	-5	-152
CREATION	1	25	0	18	41	9	12	3	1	0	13	1	12	136
TOTAL	-2	12	0	-18	0	1	-17	-6	-5	0	13	-1	7	-16

ANNEXE II

**LISTE DES AJUSTEMENTS NEGATIFS SUR OPERATIONS ANCIENNES
PROPOSES PAR LES MINISTÈRES TECHNIQUES**

900 BATIMENTS ADMINISTRATIFS			
ART.	NoDP	LIBELLES	MONTANT
2302	51.90	Aménagement Inneuble Lo	5,000,000
20		VICE-PRESIDENCE, MINISTERE SANTE, HABITAT ET RECHERCHE	5,000,000
2140	32.90	Concasseur Et Compresseur - Deq	30,000,000
2302	41.91	Logement Et Abri Deq Uluroa	25,000,000
23		MINISTERE EQUIPEMENT, AMENAGEMENT ET URBANISME, ENERGIE ET PORTS	55,000,000
2312	60.90	Refecton Batiments Administratifs (nda-aff.terres)	10,000,000
12		OPERATIONS COMMUNES	10,000,000
TOTAL CHAPITRE 900			70,000,000

=====				
I	901	VOIRIE TERRITORIALE		I
=====				
I	ART.	NoDP	I	
I			I	
=====				
I	132	80.90	I	Etudes Topographiques
I			I	1,450,000
I	2140	83.90	I	Matériels Et Actions Sécurité Routière
I			I	3,000,000
I	2150	86.90	I	Matériel Roulant Gambier
I			I	5,000,000
I	2303	121.89	I	Construction Route Des Plaines Iere Tranche Punaauia
I			I	91,157,000
I	2303	127.89	I	Route Traversière Moorea
I			I	75,000,000
I	2303	116.90	I	Construction Pile Centrale Pont Papeete
I			I	70,000,000
I	2303	117.90	I	Acces Plage De Surf Papeete
I			I	25,000,000
I	2303	119.90	I	Amenagt Giratoire Av. Bruat-d'urville Papeete
I			I	20,000,000
I	2303	135.90	I	Route Traversière Valaau-Paaroa Tunarua
I			I	70,000,000
I	2303	137.90	I	Amenagement Routier A Nuutania - Faaa
I			I	50,000,000
I	2303	158.90	I	Creation Fosses En Terre Route Territoriale Taichae
I			I	10,000,000
I	2303	176.90	I	Route Mataiva
I			I	7,000,000
I	2303	177.90	I	Route De Fakarava
I			I	15,000,000
I	2303	27.93	I	Rechargement Route Taipivai Hatiheu
I			I	20,000,000
I	2313	188.90	I	Refecton Rte Mt Marau Faaa
I			I	10,000,000
=====				
I	25	MINISTERE EQUIPEMENT, AMENAGEMENT ET URBANISME, ENERGIE ET PORTS		I
			472,607,000	I
=====				
I		TOTAL CHAPITRE 901		I
			472,607,000	I
=====				
=====				
I	902	RESEAUX TERRITORIAUX		I
=====				
I	ART.	NoDP	I	
I			I	
=====				
I	2300	472.88	I	Calamites Publiques
I			I	1,997,000
I	2303	230.90	I	Canalisation Riviere Piafau
I			I	42,000,000
I	2303	256.90	I	Protection Littoral Hitiaa
I			I	20,000,000
I	2303	259.90	I	Protection Berges Riv. Vaituae Amont Et Aval Du Pont
I			I	20,000,000
I	2303	57.93	I	Protection Littoral Puanuu
I			I	80,000,000
I	2303	58.93	I	Assainissement Routes Aux Marquises
I			I	50,000,000
I	2303	61.93	I	Assainissement Us Pou
I			I	20,000,000
=====				
I	25	MINISTERE EQUIPEMENT, AMENAGEMENT ET URBANISME, ENERGIE ET PORTS		I
			233,997,000	I
=====				
I		TOTAL CHAPITRE 902		I
			233,997,000	I
=====				
=====				
I	903	EQUIPEMENT SCOLAIRE ET CULTUREL		I
=====				
I	ART.	NoDP	I	
I			I	
=====				
I	2302	296.90	I	Batiment Plage De Surf Papeete
I			I	20,000,000
=====				
I	25	MINISTERE EQUIPEMENT, AMENAGEMENT ET URBANISME, ENERGIE ET PORTS		I
			20,000,000	I
=====				
I	2302	289.90	I	Amenagement Complexe Sportif Mahina
I			I	50,000,000
I	2302	290.90	I	Amenagement Complexe Sportif De Papeari
I			I	30,000,000
I	2302	291.90	I	Amenagement Complexe Sportif Mataiea
I			I	10,000,000
I	2302	162.91	I	Annexe Complexe Sportif Pater
I			I	45,000,000
=====				
I	31	MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE L'EDUCATION POPULAIRE ET		I
			135,000,000	I
=====				
I		TOTAL CHAPITRE 903		I
			135,000,000	I
=====				

*****							*****									
I	904 EQUIPEMENT SANITAIRE ET SOCIAL										I					

I	ART.	NOOP	I	LIBELLES						I	MONTANT		I			

I	2302	253.84	I	Centre De La Mere Et De L Enfant						I	29.400.000		I			
I	2302	303.88	I	Amenagement Inseuble Toriri - Papeete						I	24.000.000		I			
I	2312	287.88	I	Centre Nuutania Renovation Et Construction Bat. Accueil						I	38.000.000		I			
I	2332	203.85	I	Reconstruction Hopital Uturoa						I	7.400.000		I			

I	20 VICE-PRESIDENCE, MINISTERE SANTE, HABITAT ET RECHERCHE										I	100.800.000		I		

I	TOTAL CHAPITRE 904										I	100.800.000		I		

I	905 TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS										I					

I	ART.	NOOP	I	LIBELLES						I	MONTANT		I			

I	132	249.86	I	Etude Service Des Ports						I	3.000.000		I			
I	132	248.89	I	Etudes Transports : Trafic Routier						I	20.000.000		I			
I	132	325.90	I	Etudes Quai Arutua						I	5.000.000		I			
I	132	326.90	I	Etudes Portuaires Taenga/nihiru						I	3.000.000		I			
I	132	328.90	I	Etudes D'expertise D'ouvrages Maritimes						I	13.000.000		I			
I	132	197.91	I	Etudes Arrondissement Maritime						I	31.000.000		I			
I	132	104.93	I	Etudes Superstructures Gare Maritime Farepiti						I	1.500.000		I			
I	132	105.93	I	Etudes Ouvrages Maritimes Tuanotu Gambier						I	20.000.000		I			
I	132	106.93	I	Etudes Ouvrages Maritimes Aux Marquises						I	10.000.000		I			
I	132	107.93	I	Etudes Ouvrages Maritimes Australes						I	20.000.000		I			
I	2140	324.88	I	Acq. 3 Ethylometres						I	3.800.000		I			
I	2140	333.90	I	Materiels De Balisage Lumineux - Taputapuataea						I	6.000.000		I			
I	2302	337.88	I	Batiment Audio Visuel						I	6.000.000		I			
I	2302	341.90	I	Abris Passagers Va Huka						I	15.000.000		I			
I	2302	203.91	I	Abri Embarcations Pecheurs Moera Rurutu						I	6.000.000		I			
I	2303	244.86	I	Havre Reao						I	6.000.000		I			
I	2303	245.86	I	Havre De Vairatea						I	22.000.000		I			
I	2303	341.88	I	Pose De Glissieres De Securite Sur Le Terre Plein De La Rdo						I	9.000.000		I			
I	2303	370.88	I	Marina Baie De Cook						I	60.000.000		I			
I	2303	373.88	I	Amenagement Du Quai De Haahopu - Nuku A Taha						I	53.000.000		I			
I	2303	296.89	I	Balisage Hitiaa D Te Ra						I	2.000.000		I			
I	2303	403.89	I	Amenagement Rivage A Haapiti						I	50.000.000		I			
I	2303	347.90	I	Signalisation Passes Rinatara						I	4.000.000		I			
I	2303	352.90	I	Debarcadere Taputapuataea Raiatea						I	10.000.000		I			
I	2303	374.90	I	Anagt Plage Pointe Venus Mahina						I	10.000.000		I			
I	2303	385.90	I	Ouvrages Divers						I	10.000.000		I			
I	2303	390.90	I	Darse De Peche Pueu						I	30.000.000		I			
I	2303	216.91	I	Balisage Maritime Rurutu						I	7.000.000		I			
I	2303	218.91	I	Petits Ouvrages Portuaires Taputapuataea						I	10.000.000		I			
I	2303	219.91	I	Darse Tiarei						I	30.000.000		I			
I	2303	232.91	I	Petits Ouvrages Portuaires Tuarua						I	10.000.000		I			
I	2303	119.93	I	Rehabilitation Debarcadere Takune						I	4.000.000		I			
I	2303	120.93	I	Dynamitage Pates Nihiru						I	5.000.000		I			
I	2303	124.93	I	Rehabilitation Petits Ouvrages Portuaires Tuanotu Gambier						I	20.000.000		I			
I	2303	128.93	I	Amenagements De Passes A Ravahere Et Reitoru						I	6.000.000		I			
I	2303	132.93	I	Appontement Pour Pecheurs Pk 10 Punaauia						I	4.000.000		I			
I	2303	138.93	I	Amellioration Quai Vedettes Vaiare						I	12.000.000		I			
I	2313	239.91	I	Grosses Reparations Quai Baleinieres Rapa						I	7.000.000		I			
I	2313	146.93	I	Grosses Reparation Phare Pointe Venus						I	7.500.000		I			

I	25 MINISTERE EQUIPEMENT, AMENAGEMENT ET URBANISME, ENERGIE ET PORTS										I	550.800.000		I		

I	TOTAL CHAPITRE 905										I	550.800.000		I		

I	906 SERVICES ECONOMIQUES AUTRES QUE TRANSPORTS										I					

I	ART.	NOOP	I	LIBELLES						I	MONTANT		I			

I	2302	385.88	I	Centre Des Congres						I	30.000.000		I			

I	25 MINISTERE EQUIPEMENT, AMENAGEMENT ET URBANISME, ENERGIE ET PORTS										I	50.000.000		I		

I	TOTAL CHAPITRE 906										I	50.000.000		I		

CHAPITRE	ART.	NOUF	LIBELLES	MONTANT
908			URBANISME ET HABITATIONS	
2302			333.89 I Construction Logements de Fonction Santé	91.000,000
20			VICE-PRESIDENCE, MINISTERE Sante, HABITAT ET RECHERCHE	91.000,000
2302			327.89 I Logement Gardien Institut Territorial des Sports	10.000,000
31			MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE L'EDUCATION POPULAIRE ET	10.000,000
			TOTAL CHAPITRE 908	101.000,000
909			AUTRES EQUIPEMENTS	
13			PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT	
132			412.88 I Etudes Seg (Carrieries)	150.000,000
2303			453.90 I Aménagement Pointe Duvalat	11.500,000
25			MINISTERE EQUIPEMENT, AMENAGEMENT ET URBANISME, ENERGIE ET PORTS	61.500,000
			TOTAL CHAPITRE 909	211.500,000
912			PROG. POUR BANDAIDS DE COMMUNES, ETS PUBLICS COM.	
130			341.91 I Subv. Pour Programme D'assainissement (C. Plan)	727.000,000
25			MINISTERE EQUIPEMENT, AMENAGEMENT ET URBANISME, ENERGIE ET PORTS	727.000,000
			TOTAL CHAPITRE 912	727.000,000
914			PROG. POUR AUTRES TIERS	
130			168.93 I Participation Au Gde Temps	100.000,000
25			MINISTERE EQUIPEMENT, AMENAGEMENT ET URBANISME, ENERGIE ET PORTS	100.000,000
			TOTAL CHAPITRE 914	100.000,000
			TOTAL GENERAL	2.772.704,000

RECAPITULATIF DE LA LISTE DES AJUSTEMENTS NEGATIFS

LIBELLES		MONTANT	I

900	BATIMENTS ADMINISTRATIFS		I
20	VICE-PRESIDENCE, MINISTERE SANTE, HABITAT ET RECHERCHE	5.000.000	I
25	MINISTERE EQUIPEMENT, AMENAGEMENT ET URBANISME, ENERGIE ET P	55.000.000	I
12	OPERATIONS COMMUNES	10.000.000	I
	TOTAL CHAPITRE	70.000.000	I

901	VOIRIE TERRITORIALE		I
25	MINISTERE EQUIPEMENT, AMENAGEMENT ET URBANISME, ENERGIE ET P	472.607.000	I
	TOTAL CHAPITRE	472.607.000	I

902	RESEAUX TERRITORIAUX		I
25	MINISTERE EQUIPEMENT, AMENAGEMENT ET URBANISME, ENERGIE ET P	233.997.000	I
	TOTAL CHAPITRE	233.997.000	I

903	EQUIPEMENT SCOLAIRE ET CULTUREL		I
25	MINISTERE EQUIPEMENT, AMENAGEMENT ET URBANISME, ENERGIE ET P	20.000.000	I
31	MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE L'EDUCATION POPULA	135.000.000	I
	TOTAL CHAPITRE	155.000.000	I

904	EQUIPEMENT SANITAIRE ET SOCIAL		I
20	VICE-PRESIDENCE, MINISTERE SANTE, HABITAT ET RECHERCHE	100.800.000	I
	TOTAL CHAPITRE	100.800.000	I

905	TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS		I
25	MINISTERE EQUIPEMENT, AMENAGEMENT ET URBANISME, ENERGIE ET P	350.800.000	I
	TOTAL CHAPITRE	350.800.000	I

906	SERVICES ECONOMIQUES AUTRES QUE TRANSPORTS		I
25	MINISTERE EQUIPEMENT, AMENAGEMENT ET URBANISME, ENERGIE ET P	50.000.000	I
	TOTAL CHAPITRE	50.000.000	I

908	URBANISME ET HABITATIONS		I
20	VICE-PRESIDENCE, MINISTERE SANTE, HABITAT ET RECHERCHE	91.000.000	I
31	MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE L'EDUCATION POPULA	10.000.000	I
	TOTAL CHAPITRE	101.000.000	I

909	AUTRES EQUIPEMENTS		I
15	PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT	150.000.000	I
25	MINISTERE EQUIPEMENT, AMENAGEMENT ET URBANISME, ENERGIE ET P	61.500.000	I
	TOTAL CHAPITRE	211.500.000	I

912	PROG. POUR SYNDICATS DE COMMUNES, ETS PUBLICS COM.		I
25	MINISTERE EQUIPEMENT, AMENAGEMENT ET URBANISME, ENERGIE ET P	727.000.000	I
	TOTAL CHAPITRE	727.000.000	I

914	PROG. POUR AUTRES TIERS		I
25	MINISTERE EQUIPEMENT, AMENAGEMENT ET URBANISME, ENERGIE ET P	100.000.000	I
	TOTAL CHAPITRE	100.000.000	I

TOTAL GENERAL.....		2.772.704.000	I

ANNEXE III

LISTE DES TAXES PARAFISCALES DONT LA PERCEPTION EST AUTORISEE POUR 1994

DESIGNATION	BENEFICIAIRE	REFERENCES REGLEMENTAIRES
Taxe pour le développement du sport (bière)	OTESSE	Délibération n° 84-1035/AT du 6 décembre 1984
Taxe sur les polices d'assurance automobiles	CHT MAMAO	Délibération n° 84-1038/AT du 6 décembre 1984
Taxe supplémentaire de solidarité	OTASS	Délibérations n° 82-95/AT du 16 septembre 1982 et n° 84-1035/AT du 6 décembre 1984
Taxe de péage sur marchandises	Port Autonome	Arrêté n° 960 FT du 3 mars 1977
Redevance d'équipement pour le port de pêche de Papeete	Port Autonome	Arrêté n° 960 FT du 3 mars 1977
Redevance d'usage des installations gare fret Aéroport de Tahiti	SETIL	Arrêté n° 961 FT du 3 mars 1977
Centimes additionnels sur patentes, licences, impôts fonciers	Communes	Arrêté n° 3005 BAC du 20 septembre 1972
Centimes additionnels	CCISM	Délibération n° 83-178/AT du 4 novembre 1983
Taxe sur valeur locative des locaux professionnels	Communes	Arrêté n° 256 BAC du 18 janvier 1978
Redevance de promotion touristique	GIE Tahiti Tourisme	Délibération n° 92-167/AT du 13 octobre 1992
Taxe sur l'énergie électrique distribuée dans l'île de Tahiti	FEI	Délibération n° 84-56/AT du 24 avril 1984
Taxe de péréquation des hydrocarbures	FPPH	Délibération n° 90-46/AT du 10 avril 1990 modifiée par la délibération n° 90-89/AT du 30 août 1990
Taxe à l'exportation d'huile de coprah raffinée	Groupeement interprofessionnel du Monoï de Tahiti	Délibération n° 92-127/AT du 20 août 1992

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE
(liste non limitative)

**REGLEMENTATION DES LOYERS
DES LOCAUX A USAGE D'HABITATION**

Prix : 690 francs

**STATUT DU TERRITOIRE
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

LOI n° 84-820 du 6 septembre 1984
modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990

Prix : 440 francs

TARIF DES DOUANES — Edition Juillet 1991

Prix : 5.750 francs

**TEXTES RELATIFS A L'INTEGRATION
DANS LA FONCTION PUBLIQUE METROPOLITAINE**

(Corps de l'Etat pour l'administration
de la Polynésie française)

Prix : 380 francs

**CONVENTION COLLECTIVE
DES AGENTS NON FONCTIONNAIRES
DE L'ADMINISTRATION DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

Réédition 1989

Prix : 770 francs

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PAPEETE

Recueil de jugements

(1er janvier 1990 — 31 décembre 1990)

Prix : 1.620 francs

AFFICHE "Accident du travail"

Prix : 150 francs

AFFICHE "Défense de consommer"

Prix : 150 francs

AFFICHE "Loi sur l'ivresse"

Prix : 230 francs

CODE DE LA MER en tahitien

Prix : 760 francs

TABLES ANALYTIQUE ET CHRONOLOGIQUE

Année 1992

Prix : 1.200 francs

CODE DE LA ROUTE

Prix : 1.800 francs

CODE DES MARCHES PUBLICS

Prix : 985 francs

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES

Prix : 985 francs

RECUEIL DE TEXTES

CONCERNANT LES IMPOTS ET TAXES ASSIMILEES

(Edition mise à jour au 1er janvier 1990)

Prix : 3.500 francs l'exemplaire non perforé

Prix : 3.900 francs l'exemplaire perforé

PROCES-VERBAL TYPE DES ELECTIONS

DES DELEGUES DU PERSONNEL

Prix : 120 francs

**PROCES-VERBAL TYPE DES ELECTIONS
DES MEMBRES DU COMITE D'ENTREPRISE**

Prix : 120 francs

BUDGET DU TERRITOIRE — Année 1993

Prix : 1.950 francs

**CODE DE PROCEDURE CIVILE
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

Prix : 1.490 francs

COLLECTIONS RELIEES

JOURNAL OFFICIEL de la Polynésie française

Années : 1986 - 1987 - 1988 - 1989

(Quantité illimitée)

Prix : 13.180 francs les 2 tomes

CARTE DES COMMUNES

Prix : 680 francs

T A R I F

des abonnements, annonces, insertions, cessions, etc., de l'Imprimerie Officielle, en francs Pacifique

I - JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

	POLYNÉSIE FRANÇAISE	NOUVELLE CALÉDONIE	FRANCE et DOM-TOM	ÉTRANGER	ANNONCES et AVIS
		Voie aérienne	Voie aérienne	Voie aérienne	Annonces judiciaires, commerciales : - la ligne 225 frs - les mêmes renouvelées 90 frs Publications des associations philanthropiques, littéraires, scientifiques, sportives, coopératives, syndicales, etc. : - la ligne 160 frs
Numéro	180	220	275	355	
Abonnement 6 mois	2.730	4.085	5.135	7.230	
Abonnement 1 an	4.950	7.500	9.690	13.950	